

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°795/ juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2024

Au 1^{er} trimestre 2024, **l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de 2,2 points** et passe sous sa moyenne de longue période (100) pour s'établir à 99,6.

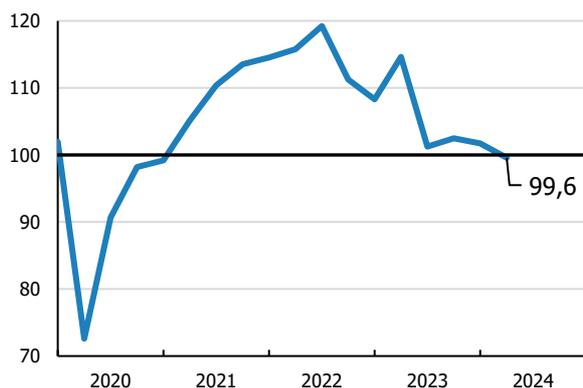
L'activité globale continue de graduellement se détériorer, mais légèrement moins vite qu'en fin d'année dernière. Le redressement de l'activité dans le secteur des services marchands contribue sensiblement à cet infléchissement. Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent une baisse significative de leur courant d'affaires au prochain trimestre (2^e trimestre), ainsi qu'un recul de leurs effectifs. Ce pessimisme pour les mois à venir pèse sur l'évolution du climat des affaires.

Ce trimestre, l'inflation demeure élevée, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires (liée au passage du cyclone Belal) et des prix de l'énergie. La situation du marché du travail ne s'améliore pas. Les investissements des entreprises progressent, mais le marché de l'immobilier résidentiel continue son ajustement à la baisse.

Le pessimisme gagne du terrain

Le climat des affaires glisse sous son niveau de long terme

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100= moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

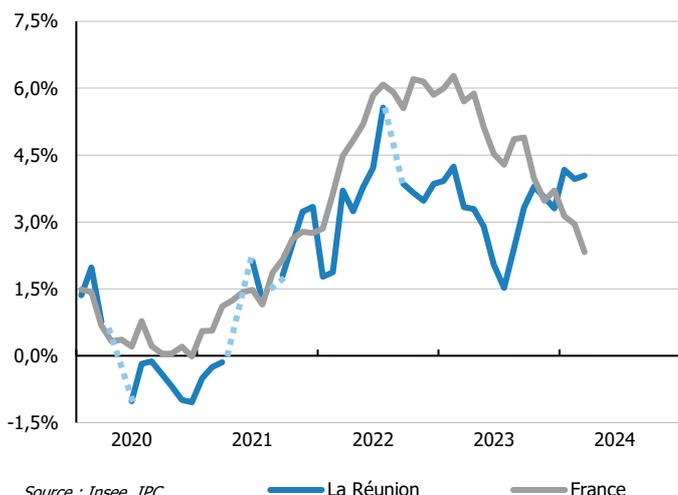
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, baisse à 99,6 (-2,2 points par rapport au 4^e trimestre), un niveau en deçà, mais proche de sa moyenne de longue période (100).

Concernant les questions portant sur le trimestre en cours (1^{er} trimestre 2024), les réponses des professionnels sont pourtant légèrement mieux orientées qu'à la fin de l'année précédente. L'activité se détériore moins fortement que d'octobre à décembre 2023. Le niveau des effectifs déclarés s'améliore quant à lui, après un faible fléchissement au trimestre précédent. Les soldes de gestion (à l'exception des délais de paiement) sont moins négatifs. Plus des deux tiers des entreprises interrogées déclarent ne pas avoir subi de dégradation de leur activité suite au passage du cyclone Belal. En outre, un peu plus de la moitié de celles qui ont été affectées par le cyclone estime avoir retrouvé un niveau d'activité normal dans les deux mois.

Toutefois, les chefs d'entreprise sont pessimistes s'agissant du trimestre à venir (2^e trimestre 2024). En effet, ces derniers anticipent la plus forte dégradation de leur activité depuis 10 ans (hors 1^{er} trimestre de la crise Covid). Ils prévoient également une baisse de leurs effectifs pour la première fois depuis 3 ans, sans amélioration significative des soldes de gestion. Ce pessimisme pour les mois à venir contribue largement à la baisse de l'ICA au 1^{er} trimestre 2024.

L'inflation réunionnaise persiste avec Belal

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel)



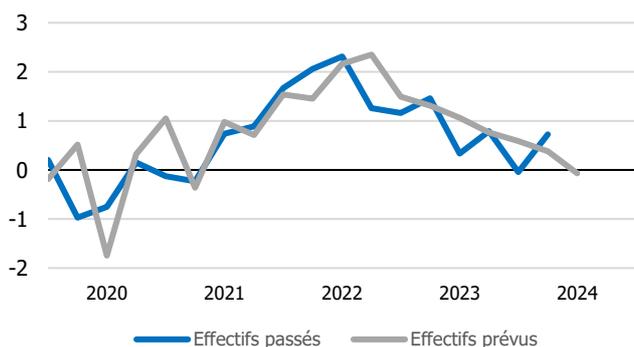
L'indice des prix à la consommation des ménages progresse de 0,9 % en glissement trimestriel (après +1,6 % au 4^e trimestre 2023 et +0,8 % au 3^e trimestre).

L'augmentation des prix s'explique d'une part, par la hausse des prix de l'alimentation (+6,9 %) sur le trimestre, dont celle des prix des produits frais qui bondissent de 48,8 %. Cette hausse est une conséquence du passage du cyclone Belal, qui a causé d'après l'Agreste¹ des pertes de récoltes de 30 % à 100 % selon les zones géographiques. L'augmentation générale des prix s'explique d'autre part, par le renchérissement des prix de l'énergie (+4,2 %) sur trois mois, en raison de la hausse des prix de l'électricité de février (+8,6 % pour le tarif de base aux particuliers). À contrario, les prix des services et des produits manufacturés sont en repli (-0,7 %).

Sur un an, les prix de l'alimentation (+10,2 %) et les prix des services (+3,4 %) sont les plus grands contributeurs à l'inflation (+1,6 point chacun). Suivent l'énergie (+7,5 %, +0,6 point) et les produits manufacturés (+0,6 %, +0,2 point). Au total, les prix à la Réunion progressent de 4,1 % en glissement sur un an à fin mars, dépassant significativement l'inflation nationale de +2,3 %.

Pas d'amélioration en vue pour le marché du travail

Solde d'opinion concernant les effectifs

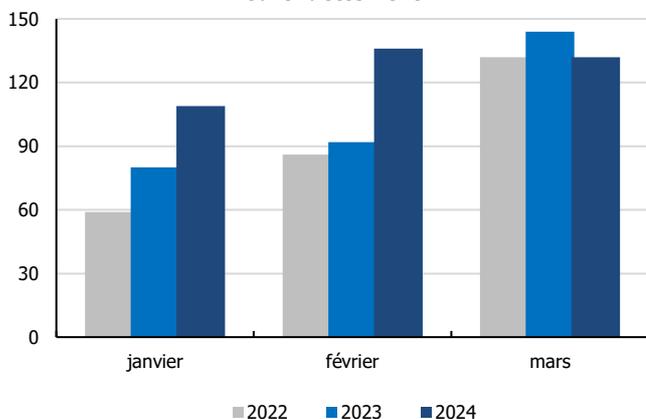


Après un faible fléchissement au 4^e trimestre 2023, les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture déclarent des effectifs en hausse à fin mars 2024. Toutefois, le nombre de personnes inscrites à France Travail en tant que demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A (DEFM A) augmente de 2,1 % sur le trimestre (données CVS) à 115 300 personnes. En outre, le nombre d'intérimaire fléchit fortement sur le trimestre (-15,7 %).

Par ailleurs, selon l'enquête des besoins en main d'œuvre (BMO) de France Travail, les établissements de La Réunion prévoient une baisse de 6,3 % des besoins en recrutement cette année par rapport à 2023 (soient 37 900 recrutements), une évolution compatible avec le pessimisme des chefs d'entreprise s'agissant de leurs effectifs pour le deuxième trimestre.

Hausse de la vulnérabilité financière des ménages

Dossiers déposés à la commission de surendettement



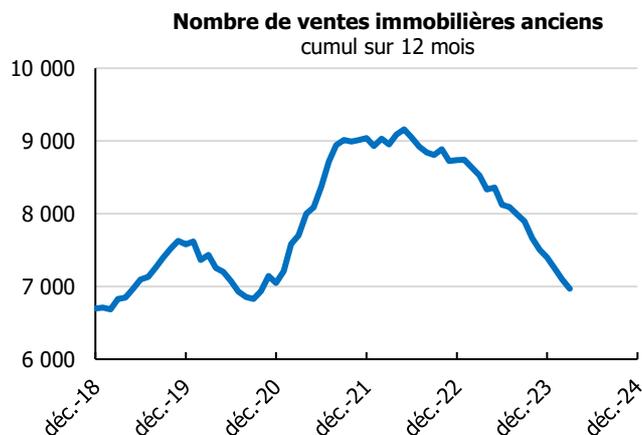
La vulnérabilité des ménages augmente. Le nombre de personnes en difficulté financière déposant un dossier auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM progresse de 12,9 % ce trimestre. Sur les trois premiers mois de l'année, le nombre de dossiers augmente de 19,3 % par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, les montants de la production de crédits de découverts sont supérieurs de 64 % au 1^{er} trimestre par rapport à l'année dernière.

Cette dégradation de la situation financière des ménages explique en partie la dynamique encore fragile de la consommation privée. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce signalent encore une dégradation de leur activité au 1^{er} trimestre, bien qu'elle soit moins forte qu'au trimestre précédent. Les ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre immatriculations, reculent ainsi de 6,1 % sur le trimestre (données CVS) par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Les indicateurs ne sont toutefois pas univoques. Les

¹ Agreste, Publication bimestrielle mars 2024 n°39 – « L'agriculture réunionnaise mise à l'épreuve »

importations de produits courants et de biens d'équipement du foyer progressent (respectivement +6,9 % et +6,6 % en données CVS). L'activité dans le secteur des services s'est redressée quant à elle entre janvier et mars, selon les entreprises enquêtées.

Le marché immobilier résidentiel poursuit son ajustement



Source : CGEDD

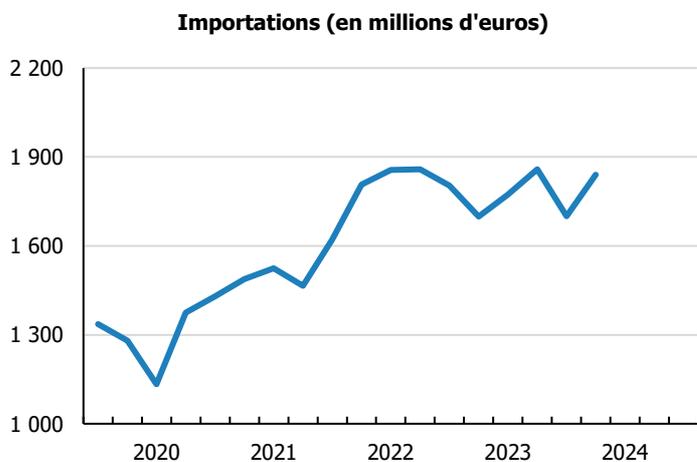
L'investissement résidentiel continue de faiblir au 1^{er} trimestre. Le marché des transactions immobilières (dans l'ancien) baisse de 18,3 % en cumul sur 12 mois à fin mars, après -15,3 % à fin décembre 2023, pour retrouver des niveaux semblables à la période pré-covid. La production de crédits immobiliers baisse de 45 % sur les 6 derniers mois en glissement annuel.

L'investissement des entreprises est mieux orienté. Leurs prévisions d'investissements progressent modestement pour le troisième trimestre consécutif après le point bas du 2^e trimestre 2023. Les chefs d'entreprise prévoient ainsi une hausse de leurs investissements dans les douze prochains mois modérément supérieure à la moyenne de long terme. Les établissements de crédit font part d'un redressement de leurs volumes d'affaires avec les sociétés non financières, après une baisse des encours de crédits aux entreprises en fin d'année dernière.

Les importations de biens d'équipement des professionnels progressent significativement (+8,1 % en variation trimestrielle en CVS). Les importations de biens intermédiaires demeurent stables sur le trimestre.

Dans son ensemble, la vulnérabilité des entreprises est toujours importante. Le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 60,9% au 1^{er} trimestre 2024 par rapport au 1^{er} trimestre de l'année passée (après +89,3 % au 4^e trimestre).

Hausse des échanges extérieurs



Source : Douanes, CVS IEDOM

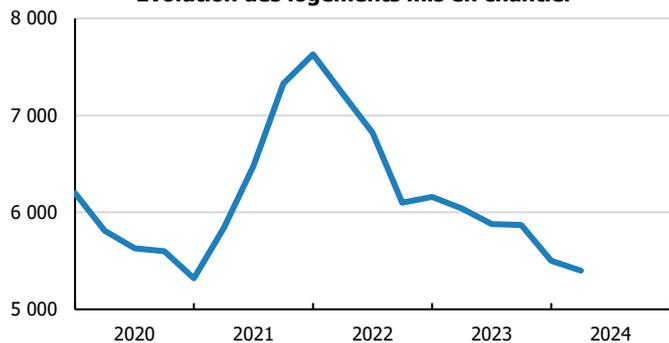
Après un affaiblissement en fin d'année 2023, les échanges progressent au 1^{er} trimestre.

Les exportations sont en hausse de 47,3 % sur le trimestre et 74,9 % en glissement annuel (en valeur, données CVS). Cette progression s'explique, d'une part, par la hausse en valeur des exportations de matériel de transport. En effet, la compagnie Air Austral a été contrainte de remplacer deux moteurs défectueux de leurs avions qui ont ainsi été transportés vers l'Hexagone. D'autre part, les exportations de produits agroalimentaires progressent de 73,9 % en glissement annuel (données CVS) au regard d'une meilleure campagne sucrière en 2023 en comparaison avec l'année 2022.

Le niveau des importations progresse également sur le trimestre (+8,2 % en données CVS), après un recul d'une ampleur semblable au trimestre précédent. Cette hausse coïncide avec la reprise de la dynamique des importations de biens courants qui augmentent de 6,9 % et des importations de biens d'équipements professionnels qui progressent de 8,1 %.

La construction et le commerce en quête de rebond

Évolution des logements mis en chantier

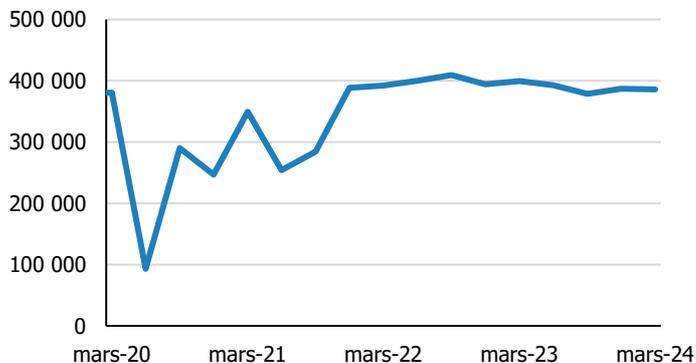


Source : Deal Réunion, cumul annuel

L'activité et les carnets de commandes du secteur de **la construction et des travaux publics** baissent depuis mi-2023 selon les entrepreneurs interrogés. La situation ne s'améliore pas significativement au 1^{er} trimestre 2024, à l'exception des effectifs qui diminuent moins rapidement et des délais de paiement. Le nombre de logements mis en chantier continue à baisser (-10,6 % sur un an), comme le nombre de logements autorisés à la construction (-5,6 %). La contraction des demandes de permis de constructions individuelles est notablement forte (-19 % sur « l'individuel pur » en glissement annuel à fin mars 2024). Les effectifs du BTP diminuent de 0,9 % (CVS) entre janvier et mars, et sont baissiers de 2,8 % sur un an. Les besoins en main d'œuvre dans le secteur reculeraient de 22,3 % en 2024 selon France Travail.

Les professionnels du secteur du **commerce** déclarent une activité en retrait sur les six derniers mois, coïncidant avec une significative réduction de leurs carnets de commandes. Le commerce automobile est en repli par rapport à l'année dernière. Le commerce en grande distribution progresse en valeur au 1^{er} trimestre, mais stagne encore en volume. Dans ce contexte, les professionnels du secteur prévoient une baisse des besoins en recrutement sur l'année (-4,1 %) selon France Travail. Les recettes d'octroi de mer progressent néanmoins en valeur de 3,3 % en comparaison avec le 1^{er} trimestre 2023.

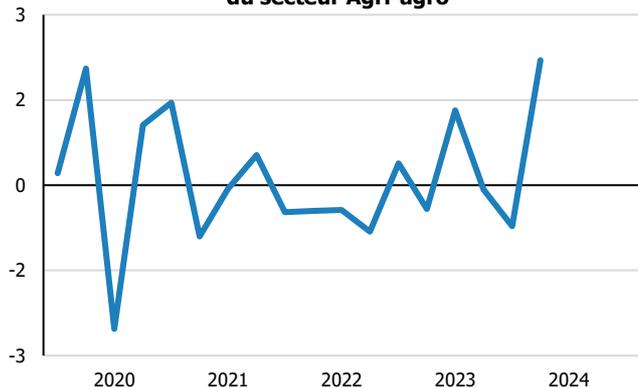
Nombre de nuitées hôtelières



Source : Insee, données CVS

L'activité dans le secteur du **tourisme** continue de refluer depuis son point haut de fin 2022. Elle diminuerait par rapport à son niveau de long terme depuis le second semestre 2023 selon les chefs d'entreprise du secteur. Au 1^{er} trimestre, elle se dégrade à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent, en lien avec le passage de Belal (de nombreux gîtes de montagne ont été impactés par les routes coupées). Le nombre de nuitées stagne sur le trimestre (-0,3 %, données CVS), tout comme le nombre total de passagers. Le nombre de passagers sur l'axe Réunion-métropole progresse quant à lui (+3,6 %, données CVS). Le taux d'occupation des hôtels diminue de 3,3 points de pourcentage en glissement annuel. Les chefs d'entreprise témoignent d'une dégradation de leur niveau de trésorerie sur deux trimestres consécutifs et d'une baisse de la demande locale, dans un contexte de forte hausse des prix des transports.

Solde d'opinion concernant l'activité du secteur Agri-agro



Source : IEDOM, Enquête de conjoncture

Les professionnels du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** notent une amélioration de leur niveau d'activité à l'image de la hausse des abattages volailles (+10,3 % sur le trimestre) et des exportations des IAA (+45,1 % sur le trimestre). Ils font néanmoins face à une détérioration marquée de leurs charges d'exploitation depuis la hausse du coût des intrants. Dans une moindre mesure, ils constatent une amélioration de leur trésorerie. À ce titre, les chefs d'entreprise du secteur envisagent une diminution de leurs besoins de recrutements (-19,7 % par rapport à 2023) selon France Travail.

Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** constatent une amélioration de l'activité sur le premier trimestre, après une stagnation fin 2023. Le solde d'opinion se situe proche de sa moyenne de longue période pour le premier trimestre 2024. Le niveau de trésorerie s'améliore ce

trimestre, comme les délais de paiement. Néanmoins, les professionnels interrogés déclarent toujours une détérioration de leurs charges d'exploitation.

Le solde d'opinion sur l'activité des **industries** redevient positif au 1^{er} trimestre 2024, après une forte baisse au trimestre précédent. Les trois soldes de gestion (délais de paiement, charges d'exploitation et trésorerie) restent cependant négatifs, suggérant que la situation financière des établissements du secteur continue de se dégrader. Le solde des stocks de produits finis atteint son plus haut niveau depuis le 2^e trimestre 2020, en lien avec le ralentissement de la consommation. Par ailleurs, les chefs d'entreprise du secteur anticipent un recul de l'activité pour le 2^e trimestre, leurs carnets de commandes évoluant toujours négativement.

La conjoncture régionale et internationale

DES ÉCONOMIES MIEUX ORIENTÉES, SOUVENT EN LIEN AVEC UNE REPRISE DU TOURISME

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'intensifie au 1^{er} trimestre 2024 : +11,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023, après +6,3 % au 4^e trimestre 2023. Néanmoins, ces bons chiffres contribuent à l'appréciation de la monnaie nationale qui participe aux tensions déflationnistes observées depuis mai 2023 (-1,6 % à mars 2024 en glissement annuel). La Banque centrale seychelloise a ainsi abaissé son taux directeur de 0,25 point pour s'établir à 1,75 %.

À **Maurice**, en 2023, la croissance du PIB est estimée à +7,0 %. Cette hausse s'inscrit dans le sillage d'une forte dynamique des investissements (+30,9 %) et de la consommation des ménages (+1,5 %). L'activité touristique retrouve également des couleurs, avec une augmentation d'un tiers du nombre de touristes. La Banque centrale maintient ses taux à 4,5 %. Bien qu'en baisse, les prévisions pour 2024 restent positives avec une croissance estimée à +4,9 %.

À **Madagascar**, la croissance économique est estimée à 3,8 % en 2023, selon la Banque mondiale, tirée par le tourisme, les arrivées ayant presque doublé par rapport à 2022. Après un pic de 12,3 % en mars 2023, l'inflation reflue pour atteindre 7,3 % à mars 2024. La Banque centrale maintient ses taux, pour contrôler l'inflation malgré des prévisions optimistes. Enfin, les exportations de produits clés comme la vanille et le cobalt baissent fortement au 1^{er} trimestre 2024, en raison de marchés mondiaux en nettes baisses (-81 % du prix de la vanille).

En **Afrique du Sud**, l'économie continue de subir des délestages électriques depuis plus de 2 ans, auxquels se rajoutent les congestions portuaires et un système ferroviaire défectueux. Cette situation pèse sur la croissance économique, qui est estimée à 0,6 % en 2023, après +1,9 % en 2022 et +4,7 % en 2021. Toutefois, la Banque centrale anticipe une amélioration de ces contraintes et est plus optimiste pour 2024 et 2025. Elle maintient de nouveau son taux directeur à 8,25 %, compte tenu des pressions inflationnistes dans les services.

Aux **Comores**, l'activité économique est favorable en 2023, avec une hausse de 3,3 % de la croissance du PIB selon la Banque centrale après +2,6 % en 2022. Cette bonne orientation s'explique par un environnement interne favorable en raison du recul de l'inflation et du soutien à l'activité économique des partenaires au développement (le FMI, la Banque Mondiale, la Banque africaine de développement, etc.).

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MALGRE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la **zone euro**, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la **France** a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au **Japon**, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les **pays émergents et en développement** pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteurs : T. CABELLO ; S. AUBERT
Éditeur : IEDOM